

JUSQU'À QUAND ?

LE 29 JUILLET DOREL IOSIF FLOAREA EST TUÉ PAR BALLES PAR UN FLIC À MONTGERON (ESSONNE). IL ÉTAIT PEUT-ÊTRE IVRE (ET ALORS ?). IL ÉTAIT SURTOUT PAUVRE, UN ÉTRANGER PAUVRE : VOILÀ LA RAISON DE SON ASSASSINAT. LE 21 AOÛT, ABDELHAK GORADIA MEURT DE « MORT NATURELLE » DANS LA VOITURE DANS LAQUELLE LES FLICS L'ONT EMBARQUÉ, LIGOTÉ ET MENOTTÉ, AVEC UN CASQUE SUR LA TÊTE. OUI, QUAND LES KEUFS ÉTRANGLENT QUELQU'UN, IL S'AGIT DE « MORT NATURELLE ». APRÈS LA TAULE POUR DES FRAUDES (UN MOYEN COMME UN AUTRE POUR SURVIVRE) C'ÉTAIT L'AVION QUI ATTENDAIT ABDELHAK ; DIRECTION L'ALGÉRIE, TOUTE SA VIE LAISSÉE ICI, PAS DE RETOUR. IL S'EST OPPOSÉ À L'EXPULSION, C'EST POUR CELA QUE LES FLICS L'ONT ASSASSINÉ. IL ÉTAIT PAUVRE, UN ÉTRANGER PAUVRE ET IL A ESSAYÉ DE NE PAS SE LAISSER FAIRE : VOILÀ LA RAISON DE SA MORT. EN MOYENNE, TOUS LES TROIS JOURS, UNE PERSONNE « SE SUICIDE » EN PRISON, UNE AUTRE MEURT DE « MORT NATURELLE ». ILS NE PASSENT MÊME PLUS AUX INFOS. DES HOMMES ET DES FEMMES MORTS DE VIOLENCE, DE MISÈRE AFFECTIVE, D'ABANDON, DE PAUVRETÉ. MORTS DE LA PRISON.

LES FLICS ASSASSINENT. LES FRONTIÈRES ASSASSINENT. LA JUSTICE ASSASSINE. LA PRISON ASSASSINE. L'ÉTAT, DANS TOUS SES RAMIFICATIONS, ASSASSINE.

Parfois ça fait un petit peu de bruit, ça scandalise les belles âmes de gauche, le temps d'un JT. Parfois une opération policière un peu plus médiatisée réveille un petit peu les esprits. Il y en a qui crient au scandale, en appellent à la même idéologie sur laquelle ce monde se base : la démocratie des droits de l'homme. Il y en a qui dénoncent les bavures policières et demandent justice (pour sûr...). Il y en a qui dénoncent la montée du fascisme. Il y en a qui appellent à la résistance, comme s'il y avait quelque chose à défendre, dans ce monde. Mais le problème ce n'est pas la lepénisation de je-ne-sais-quoi, ce n'est pas la bavure, l'exception. Le problème c'est la normalité, cette normalité qui s'appelle démocratie, qui s'appelle république, qui s'appelle libre marché. Une normalité faite de hiérarchie, d'oppression, d'exploitation, de résignation, de mort lente de l'esprit, d'un certain nombre (petit ou grand, mais toujours *normal*) d'assassinats étatiques.

Les flics, juges et matons tabassent, mutilent, humilient, enferment tous les jours, dans les rues, les tribunaux, les taules, partout. Les patrons, proprios et chefs nous exploitent, nous empêchent de vivre, tous les jours. Les prêtres de tous bords, les politiciens, les maîtres à

penser nous dealent des illusions pour nous pousser à l'obéissance et à la résignation. Et ça paraît « normal ».

Dans cette morne normalité il y en a, parmi les pauvres, qui sont de trop par leur existence même. Il y en a d'autres qui, par choix ou par erreur, font des pas de travers. La police est la main qui vient frapper les têtes qui ne se baissent pas. La prison est le destin promis aux pauvres qui n'acceptent pas la soumission. Voilà tout.

Jusqu'à quand ?

La réponse à cette question est assez simple, mais d'autant plus dure. Tant qu'on croira à des fantômes tels les droits et la démocratie. Tant qu'on continuera d'obéir. Tant qu'on ne décidera pas de prendre nos vies en main. Tant qu'on se contentera de regarder ailleurs pour ne pas courir de risques. Tant qu'on ne ripostera pas. Tant qu'on ne trouvera pas le courage de commencer à mettre à bas ce monde d'oppression et d'exploitation.

Tant qu'on continuera à penser qu'on ne peut rien faire.

ALIAM VITAM, ALIO MORES

Du 13 au 26 octobre, grande opération policière contre les sans-papiers

Pour les deux semaines du 13 au 26 octobre, l'Union Européenne a lancé une opération policière de grande envergure appelée "*Mos maiorum*"** visant à lutter contre l'immigration clandestine, mobilisant 18 000 policiers et se traduisant par des contrôles d'identité accrus dirigés vers les personnes sans papiers. Le but est de réaliser une collecte massive d'informations pour mieux connaître la façon dont les sans-papiers sont arrivés là afin de mieux leur barrer la route à l'avenir en ciblant mieux les points de passages à surveiller et en démantelant les réseaux de passeurs. Pour amasser ces informations, la consigne est d'arrêter le plus possible de sans-papiers et de les interroger (âge, sexe, nationalité, date et lieu d'entrée dans l'UE, trajet et moyen de transport, prix payé, destination, éventuels faux papiers, démarches de droit d'asile...).

Tout cela n'est pas une nouveauté, car même si elles risquent d'être plus nombreuses durant cette période, les rafles et les expulsions font rage dans toute l'Europe contre ceux dont les puissants ne veulent pas ou plus. En parallèle à l'effacement relatif des frontières entre les pays de l'UE, les frontières extérieures de l'Europe se ferment de plus en plus violemment à tous ceux qui espèrent trouver ici une vie plus facile et moins dangereuse qu'ailleurs, rejoindre des proches ou fuir une situation jugée invivable. Mais dans tous les pays (« développés » ou non), c'est le même système de domination qui pourrit les rapports et les conditions de vie : le capitalisme et l'exploitation économique assignent chacun à un niveau de l'échelle sociale, et plus tu es pauvre, plus ils veillent à ce que tu restes à ta place, à trimer et te laisser humilier, par le patron, le contrôleur, le client, le flic, le juge, le prof...

Les politiques migratoires, en en laissant entrer certains et pas d'autres selon des critères de rentabilité économique, tentent de maîtriser les flux migratoires mais surtout de faire peur à tous par les contrôles, les expulsions ou les séjours en Centres de Rétention pour que la part de sans-papiers tolérés en Europe se tiennent à carreaux, et acculés dans la clandestinité acceptent n'importe quel

travail sous-payé sans pouvoir se plaindre de quoi que ce soit. Les frontières et les absurdes identités préfabriquées qui vont avec, les nationalités, sont pour les puissants un outil pour se partager le bétail humain à gouverner, trier les indésirables, diviser les exploités et leur faire accepter des conditions de misère.

Avec cette nouvelle opération, qui a visiblement un but médiatique (faire voir aux bons citoyens que la police travaille et que les États protègent la civilisation des barbares...), la politique européenne anti-immigration va peut-être se renforcer encore, mais pas changer de fond.

Qu'est ce qui peut faire changer la donne ? Nous, les exploités, avec ou sans papiers. Parce que la chasse aux immigrés clandestins est une partie de la guerre que le pouvoir mène tous les jours contre tous les pauvres, les *indésirables*. Une guerre à laquelle trop souvent on ne riposte pas.

Mais on pourrait s'opposer aux rafles de sans-papiers dans la rue, ou décider de s'en prendre aux institutions, aux entreprises, aux personnes qui rendent possibles l'enfermement et les expulsions. La liste est longue : balances (**RATP**, banques, bureaux publics), transports utilisés pour les expulsions (**SNCF**, **Air France**), constructeurs de centres de rétention (**Bouygues**, **Vinci**, **Eiffage**), associations qui y travaillent et donc les cautionnent (**Croix Rouge**, **Ordre de Malte**, **Cimade**, **France Terre d'Asile**)...

Pourquoi ne pas partir à l'attaque de tous ceux qui, politiciens, patrons, flics, exploiters de toute sorte, font de nos vies un perpétuel esclavage, qu'on ait ou pas leurs papiers ?

**À BAS TOUTES LES FRONTIÈRES ET LES NATIONS ! CONTRE
LES POLITICIENS, FLICS ET COLLABOS QUI LES FONT EXISTER,
PASSONS À L'ATTAQUE !**

* *Aliam vitam, alio mores* : « Autre vie, autres mœurs »

** *Mos maiorum* : « Mœurs de nos anciens »

Brèves

• TROIS FOIS FEU ! •

Début d'automne brûlant pour les collabos : le 26 août le feu est bouté à trois utilitaires et un camion de la mairie de Paris rue Pétion (11e) ; le 11 septembre, c'est au tour de Vinci (constructeur et gestionnaire de prisons et centres de rétention) d'avoir le feu aux fesses : une de ses camionnettes s'enflamme rue Haxo (19e) ; enfin le 17 septembre, une voiture d'Eiffage (autre constructeur de taules), stationnée quai de la Garonne (19e) est cramée. Feu, feu, feu aux prisons !

• NI FLICS NI ÉDUCATION NI MÉDIATION CULTURELLE •

De la suite dans les idées contre la domestication et le contrôle dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (91). La nuit du 5 au 6 octobre, ce sont deux voitures-bélier incendiées qui sont propulsées, l'une contre une école, l'autre contre une médiathèque. Suite aux incendies, les deux infrastructures de l'État doivent fermer. Rebelote la nuit du 19 au 20, même cible et même méthode, contre un autre groupe scolaire. Entre-temps, le 17, toujours aux Tarterêts, une équipe de la BAC bloquée dans une impasse se fait tomber dessus par une vingtaine de personnes qui les caillaient ardemment : véhicule défoncé, trois flics blessés.

• LES ÉLUS SUR LE GRIL ! •

Le 14 septembre, la voiture du maire de Vigneux-sur-Seine (91) est visée par un incendie volontaire. C'est pas la première fois que les gestionnaires de la ville sont dans le viseur : en 2012 et 2013 déjà, des bagnoles d'élus du conseil municipal avaient été la proie de flammes judiciaires.

• DU FEU POUR LES FLICS •

Le bon geste au bon moment : début septembre à Poissy (78), alors que les flics municipaux ont garé leur voiture pour patrouiller à pied, ils doivent revenir en courant, constatant que le véhicule a été mis à feu. Poulets ralenti, désordre garanti ! Toujours début septembre, c'est à Villepinte (93) qu'un flic municipal repart à pied, après que sa voiture personnelle ait été cramée... pendant qu'il était en patrouille.

• DES BALLES POUR LES YEUX DE L'ÉTAT •

Le 18 septembre à Compiègne (Oise), une balle atteint une caméra de surveillance à proximité d'un centre commercial. En plein dans le mille ! Quelques jours plus tôt dans la même ville, une autre caméra avait été purement et simplement dérobée.

• DES GIFLES POUR LE PRÉFET •

Début septembre, le préfet de police de Paris, accompagné du directeur de la sécurité publique et de leur chauffeur, veulent jouer les cow-boys sur la butte Montmartre (18e) contre des vendeurs de bracelets. Mais les chefs de la maison Poulaga doivent sonner la retraite sous une pluie de coups de pieds, de poings et de gifles. Et pourquoi ne pas tresser des bracelets... autour du cou de ces messieurs ?

• DES FLAMMES POUR LES ORDURES •

Le 11 septembre, cinq camions-bennes de Véolia (spécialisé entre autres crapuleries dans le démantèlement de centrales nucléaires) sont réduits en cendres à Sept-Sorts (77). L'incendie est clairement volontaire et les dégâts sont estimés à plus d'un million d'euros.

• DES GUET-APENS POUR LES CONDÉS •

Appelés au soir du 17 septembre pour une voiture en feu dans le secteur de la porte d'Italie (13e) ce sont d'abord les pompiers qui sont reçus à coup de projectiles divers. Les flics accourent ensuite dans le secteur de la porte d'Italie (13e). Aussitôt arrivés, aussitôt accueillis, et la bleusaille doit se retirer. Peut-être une vengeance pour un jeune blessé quelques jours plus tôt dans une course-poursuite.

SPIE

Portrait d'un collabo tout-terrain

SPIE (Société parisienne pour l'industrie électrique) est une société spécialisée dans les « domaines du génie électrique, mécanique et climatique, de l'énergie, et des réseaux de communication ». En 2012 elle a fait un chiffre d'affaire de près de 4,2 milliards d'euros. On retrouve ses nombreuses filiales dans les chantiers et usines qui sont bien à l'image de ce que ce monde de merde peut produire : plate-formes offshore, construction de taules, centres commerciaux, raffineries, centrales photovoltaïques, installation de la fibre-optique, centrales nucléaires, tracés de la LGV, et même à l'étranger : Maroc, Pays Bas, Belgique, Gabon, Indonésie, etc ... On peut citer trois de ses filiales, parmi les nombreuses existantes : SPIE Communications, spécialisée dans les domaines de l'informatique, des télécommunications, des réseaux et des systèmes de sécurité. SPIE Oil & Gas Services, spécialisée dans le domaine de l'industrie pétrolière. SPIE Nucléaire, spécialisée dans le domaine de l'industrie nucléaire.

Dorénavant, l'entreprise profite également du juteux business de l'enfermement. En effet, SPIE fait partie du consortium qui a remporté l'appel d'offre du ministère de la justice pour la construction de quatre nouvelles taules. Une à Beauvais, dans l'Oise, avec 594 places, les travaux ont démarré en juin 2013. Une autre à Riom, dans le Puy-de-Dôme, avec 554 places, démarré en septembre 2013. Celle de Valence, dans la Drôme, avec 456 places, censée ouvrir courant 2015, avec deux maisons d'arrêt et un quartier maison centrale, et dont la construction coûte la maudite somme de 70 millions d'euros. Et enfin la dernière est à Lutterbach dans le Haut-Rhin (au passage on retiendra que le terrain sur lequel est prévu la prison est inondable), et il y aura 520 places, début des travaux prévu en 2015. Les quatre contrats signés avec le ministère de la justice comprennent le financement, la conception, la construction et la réalisation de prestations d'entretien et de maintenance sur une durée de 25 ans pour SPIE et ses partenaires. Pour nous montrer qu'ils ont de l'humour, dans les prisons de Valence, Riom et Lutterbach, le contrat prévoit également une « prestation de services à la personne » (hôtellerie, cantine, transport, formation professionnelle, travail des prisonniers, accueil des familles, restauration des prisonniers, restauration des matons et cafétéria) sur une durée de 9 ans. SPIE s'est acquiné entre autres avec Gepssa, Barclays et Synthèse Architecture pour mener à bien ces projets. Et toujours dans l'art de construire des cages, c'est SPIE qui a aussi réalisé la construction de la prison de Leuze, en Belgique (inaugurée en août dernier).

Pour continuer de dresser le portrait de cette entreprise pourrie on peut citer la construction du Morocco Mall de Casablanca (un gigantesque centre commercial), ainsi que celle du centre commercial Quartz à Villeneuve la Garenne. Ou encore la traversée du lac Léman en fibre optique, et la construction d'une nouvelle ligne de métro à Rennes. C'est aussi Spie qui a réalisé les travaux de l'école supérieure d'architecture de Belleville, de la caserne de gendarmes à Marseille, qui participe à la construction de la ligne LGV Lyon-Turin (notamment la descenderie de Saint-Martin-la-Porte), ainsi que de l'A88 et qui a réalisé la construction de l'A63 dans les Landes. Et c'est en partenariat avec Thalès que Revolut, filiale de

SPIE, a installé 1000 caméras pour la mairie de Paris. Et toujours en matière de vidéo-flicage SPIE a installé des caméras dans plusieurs villes de la banlieue de Lyon, ainsi qu'à Evry, Moissy, Mulhouse, etc. On retrouve cette même entreprise dans des centrales nucléaires, centrales thermiques, dans des abattoirs, chez Total, Sanofi, et toute sorte de chantiers de merde où les boîtes de sous-traitant permettent de payer à très bas coût des ouvriers étrangers sur-exploités, bien entendu dans des conditions extrêmement dangereuses. D'ailleurs en décembre 2013 un maçon portugais qui bossait pour une boîte de sous-traitance meurt sur un chantier de SPIE, écrasé par une dalle qu'un coffrage hâtif à force de cadences infernales n'avait pas su contenir.

SPIE participe à notre contrôle et enfermement, à la course à la vitesse, à produire des énergies toujours plus néfastes, et à créer des lieux d'abrutissement et de consommation. En bref, SPIE contribue largement à rendre ce monde chaque jour plus moche et nos vies chaque fois plus insupportables. Et il semblerait que cette entreprise ne fasse pas l'unanimité chez tout le monde. Pour preuve, en mars 2012 un camion de SPIE est incendié à Saint-Martin-d'Hères, les flammes se propagent jusqu'à un autre poids lourd puis au bâtiment de l'entreprise qui est alors endommagé. Une inscription « *collabos du Tav* » est découverte sur place. Puis à Paris, dans la nuit du 11 au 12 février 2014, dans la rue Carducci (XIXe), un utilitaire de l'entreprise SPIE part complètement en fumée, et le mardi 13 mai 2014, un autre utilitaire est incendié rue de Mouzaïa (dans le XIXe). Dans les deux cas les attaques sont revendiquées par refus du contrôle social auquel SPIE participe par la mise en place de caméras, et aussi pour sa participation à l'industrie nucléaire.

Ne les laissons plus pourrir nos vies tranquillement.



• SPIE Île-de-France
Nord-Ouest - Siège Social
1-3, place de la Berline
93287 Saint-Denis
• SPIE Ile de France Nord
Ouest
Impasse Saint-Eustache
75001 Paris
• SPIE Ile de France Nord
Ouest

33 Avenue du Maine
75015 Paris
• SPIE Ile de France Nord
Ouest
62 Rue de Lille
75007 Paris
• SPIE Ile De France Nord
Ouest
93 Rue Marceau
93100 Montreuil

« Maïs chaud ! » et harcèlement de rue à Belleville

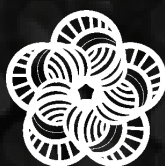
roquet nerveux, le nabot à la barbichette, le nigaud aux lunettes de sniper, on dirait qu'ils se croient dans un film américain...

En ce début d'automne, moisson du maïs oblige, la BST a déclaré une vraie guerre au crime, une lutte sans relâche. Ils arrivent et ils embarquent les chariots où les vendeurs tiennent leurs petites réserves de maïs et de charbon... afin de faire triompher la civilisation et les droits de l'homme et du citoyen contre ces cruels trafiquants de maïs.

Pour finir, évidemment satisfaits de leurs exploits, les bleus narguent les personnes auxquelles ils enlèvent ces modestes moyens de survie. Cela malgré l'hostilité qui peu à peu s'accumule avec défiance autour du manège des chasseurs de pauvres. « On se reverra demain » dit un BST à un vendeur de maïs, fin août. Mais celui-ci n'est pas apeuré et rétorque fièrement : « Non, pas demain, je serai ici cet après-midi ». Puis il ajoute : « C'était bon les 50 kilos de coke que vous vous êtes tirés ? Ceux qui sont disparu du 36 Quai des Orfèvres ? ». En effet, cela pourrait partiellement expliquer la bougeotte des bleus... qui, cette fois-ci, s'en vont la queue entre les jambes !

La police est là pour faire la guerre aux pauvres, on le sait. Mais on dirait que le harcèlement des vendeurs de maïs est devenu la spécialité de la BST de Belleville, ces flics « spécialisés de terrain », forts de leur formation « IQD (Intervention en quartier difficile) ». Ces gorilles en bleu, avec leurs gilets tactiques, leurs flashball : le chef aux airs de

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture



vis-à-vis de l'Etat, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.